

Un chercheur israélien déprogrammé d'un événement parisien consacré à l'IA

Shie Mannor devait intervenir lors du « Hi ! Paris Summer », événement organisé du 7 au 10 juillet à l'École polytechnique et dédié à l'intelligence artificielle. Son avocate a déposé plainte.

Par [Nora Bussigny](#).

Publié le 18/07/2025 à 17h30



« Hi ! Paris Summer » a été coorganisé par l'Institut polytechnique de Paris, HEC Paris et l'Inria, et soutenu financièrement par l'Agence nationale de la recherche. © « Hi ! Paris »

Le boycott des personnalités liées de près ou de loin à Israël s'intensifie. Après le chanteur franco-israélien Amir, [victime d'un appel au boycott](#) par plusieurs artistes alors qu'il doit se produire au festival des Francofolies de Spa en Belgique, c'est au tour d'un enseignant d'être victime d'une cabale similaire.

Selon les informations du *Point*, le chercheur et spécialiste israélien Shie Mannor, reconnu pour son travail sur l'intelligence artificielle (IA), a été déprogrammé de l'événement annuel « Hi ! Paris Summer » coorganisé par l'Institut polytechnique de Paris, HEC Paris et l'Inria, et soutenu financièrement par l'Agence nationale de la recherche.

En cause, d'après un échange informel que dénonce l'enseignant : le service militaire obligatoire qu'aurait effectué Shie Mannor, il y a vingt-cinq ans. Une plainte a été déposée mardi 15 juillet par son avocate, Me Déborah Journo, pour discrimination fondée sur la nationalité, l'origine ou

l'opinion politique supposée.

Déprogrammation soudaine et sans motif

Pour Shie Mannor, considéré comme un pont de l'IA à l'international, c'est la douche froide. Après avoir été convié, en mai dernier, à intervenir lors des prestigieuses rencontres du « Hi ! Paris Summer School », un événement annuel organisé par le centre « Hi ! Paris » et dédié à la recherche, à l'enseignement et à l'innovation en intelligence artificielle, celui-ci a soudainement été déprogrammé, peu avant sa venue.

Son intervention, qui devait être rémunérée, devait se dérouler le 10 juillet dans le cadre des journées de rencontres et d'échange payantes à destination des étudiants, chercheurs et professionnels. Le nom du spécialiste était mentionné dans le programme de l'événement que *Le Point* a consulté, et qui a, depuis, été modifié.

Selon Shie Mannor et son avocate, le chercheur aurait reçu, le 18 juin, un appel de l'un des organisateurs, selon lui « embarrassé ». « Tous les deux ont eu un échange informel.

L'organisateur a demandé à mon client si celui-ci avait bien servi dans l'armée israélienne. Il s'avère que mon client est israélien, et il a effectué, il y a vingt-cinq ans son service militaire obligatoire dans une unité non combattante, ce qu'il lui a spécifié spontanément », confirme Me Déborah Journo.

L'affaire ne serait pas un cas isolé

Le lendemain, l'enseignant aurait alors reçu un e-mail, consulté par son avocate, lui précisant qu'il y aurait un « souci » sur son intervention. Depuis, Shie Mannor a tenté à de nombreuses reprises d'entrer en contact par écrit avec l'organisation de l'événement afin d'obtenir les raisons précises de ce rétropédalage.

« Il a demandé spécifiquement si les hésitations étaient en lien avec sa confirmation d'avoir fait son service militaire obligatoire, mais il n'a pas obtenu de réponse. Le 2 juillet, les organisateurs ont fini par lui dire qu'ils le remerciaient pour l'intérêt porté à l'événement mais étaient au regret de ne finalement pas pouvoir l'accueillir, espérant, selon eux, pouvoir collaborer avec lui à l'avenir », précise encore Me Déborah Journo, qui souligne que l'enchaînement d'événements coïncide avec le contexte de guerre entre Israël et l'Iran.

Cette déprogrammation soudaine interroge, surtout lorsque l'on sait que tous les Israéliens, quel que soit leur sexe, sont tenus d'effectuer leur service militaire. Selon l'avocate, engagée avec son association « Actions Avocats » contre le boycott académique, cette affaire ne serait pas un cas isolé. D'autres enseignants-chercheurs auraient été soudainement déprogrammés d'événements internationaux pour des motifs obscurs, rapportent les présidences des universités de Tel-Aviv et Jérusalem.

8 millions d'euros de subvention

De son côté, Shie Mannor assume : « J'ai été très choqué que mon nom ait été retiré du jour au lendemain du site Web après que j'ai mentionné avoir effectué mon service militaire. Cela signifie qu'ils envisagent de discriminer tous les Israéliens, ce qui est intolérable. »

Selon Shie Mannor et son avocate, la plainte de l'enseignant a été transmise aux ministres de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, puisque l'événement aurait bénéficié de fonds publics.

En effet, dans le cadre du plan France 2030, la « Summer School » s'inscrit dans la stratégie du centre « Hi ! Paris » pour renforcer la formation en IA en France et aurait bénéficié de près de 8 millions d'euros de subvention, depuis 2021 jusqu'en 2025, afin de soutenir notamment les activités pédagogiques et couvrir les frais logistiques de l'événement annuel, qui s'est déroulé cette année dans l'École polytechnique.

Contacté, l'institut Polytechnique de Paris affirme que la déprogrammation de l'enseignant « résulte de décisions internes visant à garantir l'équilibre de la programmation et à répondre à certaines contraintes organisationnelles ». Les organisateurs confirment également avoir convié Shie Mannor à collaborer à de prochains événements. L'Inria nous a précisé ne pas avoir été informée de l'annulation de la venue de l'enseignant.